

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur les problèmes de l'agriculture, l'enseignement supérieur et le recrutement des grandes écoles, la protection de l'environnement et les économies d'énergie, Poitiers, le 28 septembre 1990.

Mesdames et messieurs,

- Je vous remercie de votre accueil au nom de la population de ces quatre départements, que je connais plus que d'autres et auxquels me lient tant de souvenirs, pas simplement des souvenirs mais aussi des espoirs.

- Et vous, monsieur le Président, je vous remercie particulièrement de m'avoir invité à venir m'exprimer devant ce Conseil régional, ce que je n'avais pas eu l'occasion de faire depuis 1983. J'avais déjà évoqué à cette époque bien des événements de ma vie personnelle, je n'y reviendrai pas, qui me lient à Poitou-Charentes. J'ai longtemps voisiné dans nos assemblées avec votre père, qui était l'exemple même de l'élu du peuple avec lequel on pouvait entretenir un dialogue au-delà des divergences idéologiques ou politiques, de telle sorte que l'on se sentait capable de traiter en commun des grands intérêts du pays. J'espère que cette tradition sera maintenue.

- L'attachement que je porte à ma région natale m'y conduit souvent à titre personnel, mais alors je ne vous préviens pas, c'est mieux comme cela, surtout pour vous. Pas davantage, je ne mobilise tous ces ministres, cette administration, cette troupe de toute sorte qui m'accompagne dans les voyages officiels. Mais enfin, elle est bien nécessaire dans ces cas-là. Lorsqu'à titre personnel je cours les routes de la Charente et de la Charente Maritime, mais aussi parfois les vôtres, j'ai le sentiment de me rattacher à des racines profondes.

Mais je souhaite également participer aux grands événements de votre développement. Alors, l'inauguration du TGV en est un. Je finirai bien par le rencontrer ce TGV, j'en ai déjà connu d'autres, sans difficultés particulières, mais comme l'a fort bien expliqué M. le ministre de l'intérieur, qu'est-ce que vous voulez, une inauguration c'est une fête, cela fait plaisir à tout le monde, ces grands travaux. Ces grandes infrastructures sont faites pour que la région concernée, mais aussi les pays tout entier, y trouvent une sorte de joie, de satisfaction. On fait des progrès, ce n'est pas pour faire des affrontements, ne mélangeons pas les choses. Si bien que les choses se passent très bien comme cela aujourd'hui. Je suis ravi de me trouver à Poitiers, il ne m'était pas difficile d'y venir de toute manière, et je m'y trouve.

- Mais il n'empêche que ce TGV marque l'aboutissement d'une décision qui m'est très personnelle. Vous pensez bien qu'il y avait beaucoup de concurrence, il y en a toujours, pour des lignes nouvelles. Même les régions qui semblent protester contre un tracé sont très désireuses d'avoir un TGV, elles ont bien raison. Il faut simplement accorder les violons et faire que ces grands travaux ne soient pas trop nuisibles à un paysage ou à une cité, à cause du bruit, à cause de tout ce que l'on voudra, cela doit absolument être examiné, mais c'est quand même un progrès. Et il faut choisir, on en fera beaucoup, on ne peut pas tous les faire à la fois, c'est très onéreux. Et toutes les lignes de TGV ne sont pas, a priori, rentables.

- Il y en a que nous ferons pour des intérêts nationaux et internationaux. Je pense en particulier

au TGV vers l'Est, vers Strasbourg, qui exigera une participation de l'Etat lourde, parce que la rentabilité n'est pas assurée.

- Je ne veux pas dire devant les Français que j'ai choisi uniquement parce que moi je connaissais un peu le coin et que cela me faisait plaisir. Ce serait ridicule, mais j'ai toujours pensé que la façade Atlantique devait être mieux desservie et que les grandes liaisons de Paris devaient nécessairement atteindre l'Espagne par la façade Atlantique, alors que sinon ce serait la façade méditerranéenne qui eût été privilégiée.\

Donc, j'ai décidé cela dès 1981. C'est en 1982 que le projet a commencé d'être étudié par la SNCF, et c'est en 1985 que les choses sont vraiment entrées dans le vif du sujet. Il est quand même très important de penser que c'est aujourd'hui, en fait, que le TGV prend vie dans la région Poitou-Charentes. Il faudra bien entendu adapter les lignes, aller plus loin. Il faudra définir ce que l'on désirera faire à partir de Dax, pour savoir comment le diriger, mais je souhaite absolument que tout le Sud-Ouest de la France soit irrigué par le TGV.

- Il ne faut pas s'arrêter en chemin, et je pressentais ce risque que vous avez souligné d'une sorte, on ne va pas dire d'abandon, mais de délaissement par l'Europe de ces régions. Il faut y faire très attention car il y a beaucoup de concurrence. Enfin le risque a été atténué par une mesure à laquelle j'ai également beaucoup tenu, je me permets de vous le dire, et non pas sans difficulté, sans combat politique, je veux dire l'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Marché commun. C'était très difficile parce que d'autres régions, spécialement la région Languedoc-Roussillon et une certaine partie de la région Midi-Pyrénées, s'inquiétaient beaucoup de la concurrence viticole et de celle des agrumes, fruits et légumes etc... Une très difficile négociation a permis d'aboutir. Eh bien aujourd'hui, il faut se le dire, leurs produits connaissent de grands progrès à l'exportation vers l'Espagne. Les grandes voies de communication se dirigeant vers l'Europe, ont recentré la France tout entière et recentrant la France tout entière ont recentré la région Poitou-Charentes. Donc, ensemble, ces deux mesures me paraissent très complémentaires et permettront un développement plus rapide.\

Alors, je veux saluer naturellement l'institution régionale. Sans personnaliser exagérément ce débat, disons que l'institution de la région et la décentralisation, les pouvoirs nouveaux accordés à ces institutions, permettent un développement plus heureux de la France. Il ne faut pas que cela aille jusqu'à la négation de l'Etat. Quelquefois j'entends des excès. Il faut que l'Etat, les préfets, sous-préfets, tous ceux qui représentent l'Etat, continuent d'exercer le pouvoir d'autorité, l'autorité de la République, qui est le leur. Mais vraiment c'était quand même bien normal de laisser la responsabilité de leurs affaires, dans la plupart des cas, à celles et ceux qui, vivant sur le terrain, vivent en même temps ces problèmes. J'étais quelquefois un peu gêné lorsque dans ma fonction de parlementaire, de président du Conseil général et de maire, dans le département que je représentais, j'étais obligé de passer par des filières qui étaient un peu dérisoires, très compliquées et qui semblaient surtout dire à l'ensemble des élus locaux qu'ils étaient incapables de régler ces problèmes. Or ils en étaient capables ! Il suffisait d'en faire l'expérience et on voit maintenant chaque jour que l'on peut arriver à une solution assez harmonieuse entre les pouvoirs d'Etat et les pouvoirs des régions. S'il faut les corriger ici ou là, nous ne manquerons pas de le faire, d'ailleurs, il existe un projet de loi qui travaille sur ce domaine.

- De nouvelles avancées sont possibles. Vous avez parlé des ententes inter-régionales. Il n'était pas question de fusion ou bien alors il faudrait que l'on prenne un parti, il y a de quoi y réfléchir. Est-ce que l'on n'a pas fait trop de régions avec 22 en métropole ? Peut-être eût-il été plus sage d'en faire la moitié. Souvent j'y ai pensé, mais les structures sont faites, les habitudes ont été prises et puis c'est vrai que la France est un corps national et social fait de multiples unités, il faut en tenir compte. D'où la solution d'ententes inter-régionales. Le gouvernement avait prévu que deux régions pouvaient s'entendre, le Conseil d'Etat lui a conseillé de passer à trois. Après tout pourquoi pas trois ? Il ne faut pas exagérer l'ensemble de ces ententes, sans quoi vous verriez se coaliser le tiers ou la moitié de la France contre les autres, en rassemblant tous les pouvoirs. Je crois que la solution qui vous est proposée est une bonne solution. Ce projet de loi va être soumis au Parlement, vous le savez.\

Vous préférez un partenariat entre l'Etat et les régions. Le cas échéant, il y a des possibilités de...

vous préconisez un partenariat entre l'Etat et les régions. Je crois pouvoir dire que c'est ce que l'on a fait lorsque l'on a commencé à signer des contrats de plan, c'est ce que l'on a fait et c'est ce qu'il faut constamment améliorer.

- Dans l'actuel contrat Etat-Poitou-Charentes pour 1989-1993, trois grandes priorités, vous le savez, ont été retenues : l'emploi, la formation et les infrastructures. Je le dis ici à des femmes et à des hommes qui vivent ces problèmes, qui savent de quoi je parle, auxquels je n'apporterai pas beaucoup d'informations nouvelles. Mais comme nous nous adressons tous au-delà à la population de la région, il est bon de le faire.

- Pour l'emploi, votre région possède un tissu industriel très diversifié avec un poids particulier pour des secteurs comme la construction mécanique et électrique, la filière bois-papier ou bien le textile. Même dans un environnement économique que la crise actuelle du Golfe persique rend plus difficile, il faut tout faire pour préserver la croissance et ce n'est pas facile de préserver la croissance, tout en luttant contre les inégalités. Deux devoirs aussi impérieux l'un que l'autre. C'est le sens des mesures prévues par le gouvernement, notamment pour le soutien de l'investissement et pour le développement des petites et moyennes entreprises.\

Il est bien entendu un secteur de production qui rencontre des difficultés notoires, il s'agit de l'agriculture. Si je l'ignorais, je l'aurais appris, mais je ne l'ignorais pas. Un peu partout en France, pas partout mais un peu partout, c'est une grande inquiétude qui s'exprime, certainement beaucoup plus qu'une colère. Une colère c'est toujours passer... Mais un grand malheur, une souffrance... Souffrance pour aujourd'hui, chez certaines catégories d'agriculteurs et souffrance à la pensée de ce que sera l'avenir, son propre avenir et l'avenir de ses enfants. De ce point de vue, il faut oublier les revendications très bruyantes et ne retenir que l'essentiel.

- On ne peut pas tout à fait oublier les revendications qui prennent une tournure de violence, car ces violences devront s'arrêter. Il y sera mis bon ordre. Mais si l'on ne peut pas admettre que le patrimoine national soit affecté par telle ou telle forme de manifestation, il faut, comme je l'ai dit aux représentants de la profession agricole de Dordogne que j'ai rencontrés il y a quelques semaines, comme je l'ai redit aux représentants de la région Poitou-Charentes, il faut comprendre le malheur et la souffrance des gens. Cela a toujours une raison. Alors il faut rechercher la cause et cette cause, il faut la regarder carrément, franchement, puis il faut en discuter, en débattre. Il n'y a aucune raison de craindre le dialogue, je ne le crains pas.\

Alors quelles sont ces causes ? Je ne vais pas faire une allocution sur l'ensemble des problèmes agricoles. Ce discours a d'ailleurs été fort bien tenu par le ministre de l'agriculture, à diverses reprises ces derniers temps. Je noterai simplement que la première difficulté est immédiate : comment faire face lorsqu'on est endetté pour produire mieux ?

- Voilà une urgence, j'ai demandé au gouvernement, naturellement, au Premier ministre, au ministre de l'agriculture, d'étudier cela avec une vigilance particulière : les remboursements d'emprunts, les paiements des cotisations sociales avant la fin de l'année. Il faut bien admettre qu'on ne peut pas aller vers les agriculteurs qui se trouvent dans cette situation, en leur mettant le couteau sur la gorge. Ce ne serait pas une bonne façon de traiter une catégorie importante, nécessaire et respectable de la population. Certes, cela ne fait pas les affaires du service public, mais ce sont les hommes qui comptent d'abord. Il faut s'occuper d'eux et il faut admettre un certain nombre de décisions qui contreviennent avec les habitudes de gestion administrative financière et rigoureuse. Naturellement, il ne faut pas en faire une théorie, sans quoi à quoi aboutirait-on ? Mais il faut tenir compte des circonstances. On vient, au demeurant, très récemment, de s'adresser au Crédit agricole et à la Mutualité sociale agricole, pour que les cas les plus pressants soient examinés dès le mois d'octobre.

- Très souvent, on observe des temps trop longs entre le moment où une décision est prise et le moment où elle est exécutée. Cela tient aussi au fait que, dans ce domaine agricole, on ne connaît vraiment le bilan qu'à la fin de l'année. Et c'est donc l'année suivante qu'on peut commencer à tenter de répondre à la demande. Cela dit, ceux qui attendent ne sont pas souvent en mesure d'attendre un an ou deux ans, ou davantage.\

Il faut donc personnaliser de plus en plus la relation avec les agriculteurs en détresse. Il faut individualiser. On a trop souvent, je le disais tout à l'heure aux responsables des milieux

agricoles, et cela souvent à la demande de leurs propres organisations, on a trop souvent systématisé. On a vu toutes les choses en grand : il fallait faire partout la même chose. Eh bien non, on ne peut pas faire partout la même chose. D'ailleurs, l'agriculture connaît des sorts très différents. Ici vous êtes dans une région où il y a beaucoup d'éleveurs, ovins, bovins, ce sont les plus malheureux aujourd'hui. J'ai représenté pendant 35 ans une région de très puissante production bovine, c'est un problème que j'ai suivi de très près et je n'ai pas oublié.

- J'ai téléphoné à l'un de mes frères qui est toujours viticulteur en Charente et je lui ai demandé : "tu vas manifester cette année" ?, il dit : "non, pas cette année". Bref, de ce côté-là, cela va plutôt mieux.

- Les céréaliers ont eu des inquiétudes mais, finalement, cela n'a pas pris une mauvaise tournure dans les régions de grande production. Dans les régions de plus modeste production, ils sont moins nombreux et là, ils s'en tirent tout juste, quand ils s'en tirent. Là où l'on produisait du tournesol ou du maïs, on a bien des mécomptes.

- Donc, on ne peut pas trop généraliser. Les situations sont très différentes, très diverses et il faut avoir une analyse plus fine. C'est pour cela que je pense qu'il faut absolument, et les instructions sont données aux préfets, décomposer le problème français au niveau des départements et que, dans chaque département, notre administration fasse de telle sorte qu'elle traite par priorité et - je ne sais pas, moi - de 300 à 3000 cas ce qui est quand même un travail réalisable, quand on y met du cœur et de la diligence. Je demande que ce soit fait comme cela : tout ce dispositif, avec des sommes relativement importantes, il faut quand même que les Français le sachent.\

L'ensemble des mesures prises au mois d'août et au mois de septembre représente quand même un effort nouveau de 2 milliards de francs. L'effort qui vient d'être demandé et qui a été obtenu du Crédit agricole, est de 1 milliard 400 millions de francs, sur trois ans sans doute, mais en raison des phénomènes que vous savez, cela permettra de désendetter les agriculteurs les plus touchés pour plusieurs milliards. Donc, cela représente maintenant une somme qui touche aux finances publiques et l'on ne peut pas non plus exagérément forcer la note, car on a aussi d'autres obligations à l'égard des autres catégories socio-professionnelles et cela représente un effort considérable. Simplement, ce qui le distingue de quelques autres efforts dans le passé, c'est qu'on n'a pas voulu systématiser. Il y a des gens plus aisés qui s'en tirent et il y a des gens plus malheureux qui ne s'en tirent pas. Il n'y a pas de raison qu'une mesure générale profite aussi à celui qui n'en a pas besoin. Et si vous voulez des explications je pourrais vous en fournir.

- Alors, ce que l'on veut, c'est que des exploitations viables se développent dans une conjoncture normale. Tout cela s'ajoute au plan d'urgence dont je viens de parler. Il s'agit également d'intervenir auprès de la Commission de Bruxelles pour améliorer les dispositions qui sont prises. Je pense spécialement à l'organisation du marché de la viande ovine, au rôle de l'intervention pour la viande bovine.

- Beaucoup de bruits courent qui ne sont pas fondés. Il en est ainsi lorsque les gens souffrent. Mais il y en a qui sont vrais et justes et il faut arriver à démêler ce qui est juste de ce qui ne l'est pas, car ceux qui sont justes révèlent des situations intolérables.\

Par exemple, la France actuellement exporte plus de viande de boeuf qu'elle n'en importe. Il faut quand même remettre les idées d'aplomb. La Communauté européenne a déjà dirigé vers les pays de l'Est de très importants tonnages de tous les dérivés de la viande. On se plaint de l'arrivée d'un certain nombre de produits, bovins spécialement, - les ovins j'en parlerai un peu à part - qui viennent des pays de l'Est : cela s'est produit avec l'Allemagne de l'Est et il y a eu un moment pendant lequel la Commission de Bruxelles a hésité et je lui en laisse la responsabilité, mais enfin elle ne savait plus trop où donner de la tête car l'Allemagne de l'Est, elle était à l'Est ou elle était à l'Ouest ? A partir du 3 octobre, elle sera tout à fait à l'Ouest. Déjà des dispositions ont été prises et elles ont été demandées par l'Allemagne, pour que tout soit considéré comme allemand et dès lors que c'est allemand, c'est européen.

- Il s'est posé un problème pendant quelques semaines, mais cela n'a pas duré très longtemps, des décisions ont été prises et les carcasses de viande venues de l'Allemagne de l'Est ont été traitées autrement. Il ne faut pas laisser trop courir le bruit que des produits de pays comme la

Pologne, la Roumanie, viendraient nous envahir. Ce n'est pas le cas. Et c'est vrai qu'il y a, de temps en temps, un certain nombre de leurs productions qui viennent chez nous, c'est bien la moindre des choses, mais il y en a aussi beaucoup que nous exportons de chez nous. Simplement ces pays se trouvent, comme vous le savez, dans une situation financière désastreuse, et souvent ne sont pas en mesure d'assumer immédiatement toutes leurs obligations.\

Je voudrais faire également une observation : au cours des trente dernières années, les aides aux produits ont été privilégiées au sein de la Communauté économique européenne, elles ont donc favorisé des gains de productivité très importants. Dans ce sens, on ne va pas s'en plaindre. Mais elles ont provoqué d'énormes disparités entre régions et entre exploitations, et dans une région comme celle-ci, où les exploitations sont typées, elles risquent d'être victimes plus que d'autres. Il faut donc absolument que la politique européenne se modifie sur ce plan. Ce sont ceux qui ont le plus de moyens qui généralement accroissent leur avantage.

- Et précisément la tâche du gouvernement, c'est de veiller à ce que cette loi de la nature soit corrigée par l'intelligence et la sensibilité des hommes. En tout cas moi, je n'ai pas besoin d'appeler le gouvernement, les élus, j'ai besoin d'appeler la Communauté à réfléchir à un meilleur équilibre du soutien à l'agriculture, afin qu'il s'oriente désormais - j'ai parlé tout à l'heure de l'individualisation dans le règlement des choses - davantage vers les personnes. On en arrive à des surproductions colossales de produits. Je me souviens d'avoir participé à des débats au sein de la Communauté européenne sur la réduction de la production laitière qui nous concerne. Enfin, on produisait tellement au sein des Douze qu'il y avait des stocks énormes mais la consommation et les exportations ne pouvaient pas suffire et comme les productions étaient garanties, c'était une situation quand même à la fois commode et anormale, qui consistait à produire n'importe quoi, autant qu'on voulait, en étant sûr d'être rémunéré.

- Ce n'est pas sain. Que de fois il m'arrive de dire : si nous étions au prix mondial, dans quelle situation seraient nos exploitations ? Si nous n'y sommes pas à ce prix mondial, qui vaudrait la ruine de dizaines, de centaines de milliers d'agriculteurs, c'est parce qu'on a fait un effort d'organisation. Cet effort d'organisation n'est pas parfait, c'est la Communauté européenne, c'est aussi l'ensemble des mesures que le ministre de l'agriculture a fait connaître au pays, ce n'est pas parfait, mais si cela n'existait pas, où en serions-nous ? Il faut toujours avoir quelques notions raisonnables dans la tête si l'on veut discuter sérieusement.\

Monsieur le Président, j'étais plus sensible encore à ce que vous avez dit sur la formation. On le sait, vous le savez autant que moi, si nous avons pris des retards, si nous vivons dans ce qu'on appelle la crise, nous sortons - de la dernière - nous en sortons, mais c'est aussi parce que la crise, c'est l'inadaptation d'une société aux normes technologiques du moment. Et notre société a été lente à s'adapter aux technologies nouvelles et donc à former des hommes et des femmes à ces technologies. C'est un peu dommage de former des jeunes gens, des jeunes filles, à des métiers qu'ils ne feront pas.

- Alors, vous apercevez ces colonnes dans les journaux, avec toutes ces demandes où l'on note, d'une part, le chômage, les secteurs où se produit le chômage et d'autre part ces appels d'offre où vous avez actuellement les industries les plus performantes, qui ne trouvent pas le personnel qualifié dont elles ont besoin. J'ai donc demandé qu'un effort considérable soit fait dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la recherche qui est le poisson-pilote qui permet de savoir où trouver les nouveaux métiers et j'ai notamment demandé au gouvernement, qui vient de le décider, de doubler déjà le crédit-formation qui va permettre à quelques centaines de millions de jeunes gens d'être immédiatement adaptés après un échec scolaire, de telle sorte qu'ils vont pouvoir être réintroduits dans le circuit économique.

- L'effort entrepris, pour augmenter le nombre de bacheliers, le nombre d'étudiants, commence à porter ses fruits. Et je crois que là comme ailleurs, les moyens financiers que le gouvernement consacre au développement quantitatif et qualitatif de l'éducation nationale sont très importants.\

Vous savez, 50 milliards de plus en trois ans avec une croissance de 9 % dans le prochain budget, de 12,2 % pour l'enseignement supérieur, c'est beaucoup plus que ce j'avais annoncé

lorsque je m'étais présentée à vos suffrages en 1988. Et pourtant, dans ces périodes-là, on ne lésine généralement pas sur les perspectives d'avenir, étant entendu que j'étais quand même plus timide dans beaucoup de domaines que ceux qui prétendaient obtenir le même suffrage. Quand on fait beaucoup plus que ce que l'on a promis, cela prouve que la nécessité est vraiment là. Disons que la tendance normale, ce serait plutôt le contraire.

- J'ai bien noté votre souci du développement des formations supérieures. Le nombre des étudiants augmente, il est souhaitable que les formations soient mieux adaptées et votre université a une longue tradition. Je la connais bien et elle doit s'ouvrir à des métiers nouveaux. Elle était d'ailleurs très connue en France, très réputée pour un certain nombre de disciplines traditionnelles. Peut-on parler de l'enseignement du droit à Poitiers, à partir du Droit romain, jusqu'aux formes les plus modernes, cela faisait bonne impression, mais est-elle au niveau des besoins aujourd'hui ? Je crois qu'un effort tout à fait remarquable a été fait - j'y suis sensible et je vous en félicite -.

- Vous avez également évoqué la formation des ingénieurs. C'est un sujet tout à fait d'actualité. Le gouvernement m'entend entonner constamment ce refrain avec déjà quelques résultats. Le dernier Conseil des ministres en a fait état. Songez qu'on ne recrute actuellement que 14000 ingénieurs par ans. C'est beaucoup trop peu. Certaines de nos grandes écoles - je crois que ça doit être le cas de Polytechnique - recrutent à peu près, comme au temps de Napoléon 1er. Il y a quelques besoins qui sont nés depuis cette époque. Mais pour arriver à les décider à accroître le nombre des élèves, c'est très difficile. C'est très difficile parce que l'on s'est fait une conception élitiste.\

Enfin, il y a quand même 58 millions de Français. Je répète, les besoins se sont multipliés. Nous sommes beaucoup plus nombreux qu'au début du XIXème siècle, ne parlons pas du XVIIIème ! Alors, il faut faire cet effort. Naturellement, cela coûte cher. C'est difficile à faire démarrer. Malgré tout, les écoles de télécommunications ont décidé de doubler le nombre de leurs élèves, Polytechnique a fait un plan sur quelques années qui devrait aboutir à augmenter les effectifs. Je voudrais en dire autant de toutes les écoles, pas simplement des grandes écoles mais des écoles supérieures, toutes les écoles qui fournissent les cadres dont nous avons besoin.

- Je pense que votre région a parfaitement conçu cela et d'ailleurs vous me l'avez rappelé avant que je ne prenne la parole. Vous avez même pris de l'avance avec l'Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique qui est inscrite au contrat de plan pour porter l'effectif des promotions de 100 à 150 élèves dans l'immédiat.

- Je sais que vous avez aussi plusieurs projets de filières de formation d'ingénieurs. Nous allons les examiner. En tout cas, cet effort des régions et de la vôtre, des collectivités territoriales, des villes aussi comme celle de Poitiers, tout cela vraiment me donne confiance en l'avenir. J'ai bon espoir. Nous sommes sur la voie qu'il fallait choisir. Cela est le mérite de tous parce que j'ai l'impression que c'est ressenti comme une volonté nationale et pas simplement la volonté d'une fraction plutôt que d'une autre. Simplement nous la mettons en avant.\

Le troisième volet du contrat de plan est celui des transports. C'est vrai, je considère que les grandes infrastructures valoriseront considérablement notre place dans l'Europe communautaire. Je ne vais pas revenir sur le TGV, ce qui est de circonstance malgré tout, puisque ce TGV qui met Poitiers à 1h28 de Paris et Angoulême à 2h15. Cela me rappelle le sommeil qui s'emparait de moi lorsque j'étais dans le wagon de 3ème - puisqu'à l'époque il y avait des 3èmes - en bois, observant le paysage connu, relevant au passage une rivière, une jolie maison, des étendues un peu semblables à elles-mêmes lorsqu'on arrivait vers la Touraine. Et puis maintenant, 1h28, on n'a pas vraiment le temps de s'occuper d'autre chose. D'ailleurs on a plus assez le temps. Moi, je voyage depuis quelques temps assez souvent en Concorde, je n'ai plus le temps de lire, je n'ai plus le temps de dormir. Enfin, ce n'est pas pour venir ici défendre l'idée que nous pourrions instituer grâce à la SNCF un mode de circulation qui nous permettrait de mettre 6 heures au lieu de 4 ! Non c'est 1h28. Bien que j'observe qu'il y a un certain engouement pour les petits trains qui restituent le goût de la promenade à travers la campagne française. Je me suis promené comme cela en Ardèche, peut-être pourrai-je le faire bientôt entre Angoulême et Jarnac. Je sais qu'on y veille.

- Je crois que tout cela est un vrai succès pour la SNCF, et aussi pour les entreprises qui construisent tous ces éléments. Ce sont des technologies de pointe et on en a besoin. Je vous ai dit tout à l'heure que l'on fera d'autres TGV. Seulement la région, la SNCF, l'Etat, les collectivités et les fonds européens associés permettent d'avancer dans d'autres domaines. C'est le cas de l'électrification de Poitiers-Niort-La Rochelle. Ce sera achevé en 1993. Niort, où je ne pourrai m'arrêter aujourd'hui mais, je le dis tout de suite, ce n'est que partie remise, et même c'est beaucoup mieux parce que la prochaine fois, je viendrai simplement pour les Deux-Sèvres, tandis que là c'est quand même un peu général. Les Deux-Sèvres qui seront également rapprochées de Paris, on dit deux heures douze. La Rochelle, deux heures cinquante.

- Tous ceux qui m'entendent ne me démentiront pas, c'est vrai que le chemin de fer est un mode de transport à privilégier, ne serait-ce que parce qu'il économise de l'énergie importée, mais pour beaucoup d'autres raisons aussi. Ce n'est pas le fils de cheminot qui parle là, mais j'avoue que j'aime beaucoup le train et, chaque fois que je peux le prendre, je le prends. Mais je reconnais que, ce matin, on ne facilite pas ce genre de propension à circuler de cette façon ! C'est le mode de transport qui permet à la fois le repos, désormais la vitesse et en même temps la réflexion. Alors, il appartient maintenant aux régions, avec l'Etat, de dégager une vision d'ensemble, pour que tout le territoire soit desservi.

- Pour les routes, je n'ai pas d'inquiétudes particulières. Les orientations prévues au contrat sont tout à fait sérieuses. L'effort exceptionnel qui est fait pour l'aménagement, à deux fois deux voies, de la RN 10, l'amélioration de la RN 11 de Poitiers à La Rochelle, de la RN 141 d'Angoulême à Saintes, tout cela doit être poursuivi et le sera.

Voilà, mesdames et messieurs, un certain nombre de considérations que je ne voulais pas exagérément prolonger, d'autant plus que l'emploi du temps est en train de prendre un aspect d'accordéon !

- L'environnement, les économies d'énergie : sur cela aussi il faut absolument mettre un accent et un vif accent. On vient de ratifier une convention visant à éliminer les substances qui détruisent l'ozone atmosphérique et on a pris la décision de réduire les émissions de gaz carbonique qui sont responsables de ce fameux "effet de serre" dont on parle beaucoup et on s'est lancé même dans des actions en faveur du Continent antarctique - ce n'est pas si loin que cela, tout cela est à portée de la main désormais. Alors on fait beaucoup d'efforts de toutes sortes, de l'Antarctique au Sahara. Je pense que les pays industrialisés doivent donner l'exemple, mettre leurs moyens et leurs capacités scientifiques et technologiques au service de tels objectifs.

- L'écologie, naturellement, tout le monde en parle, et c'est juste, ce n'est pas une mode, c'est une nécessité. C'est un équilibre à aménager entre le travail des hommes et la nature elle-même. Vous avez, par exemple, dans votre région le Marais poitevin que je connais bien. C'est une illustration absolument exemplaire, c'est vraiment un monument de la nature et en même temps chargé d'histoire. C'est une terre gagnée sur les eaux par le résultat d'un labeur incessant, depuis le XI^{ème} siècle, je crois. C'est un paysage étonnant, avec une richesse biologique extrême, on l'appelle la Venise verte, non, c'est le Marais poitevin, cela se suffit. Je crois que la menace d'envasement peut être corrigée, Mme le Président de l'Association pour la charte intercommunale du Marais poitevin m'en parlait. Le Marais mouillé mérite des travaux absolument urgents de sauvegarde. L'Etat apportera son soutien. Vous voyez qu'il y a beaucoup de choses à dire et beaucoup de choses à faire, beaucoup plus que je n'en dirai ce matin.

- Pour l'environnement, il faut organiser, on y travaille, la gestion des déchets de toute nature. Il faut lutter contre la pollution industrielle, je note à cet égard que la poudrière d'Angoulême a cessé de rejeter, grâce à un nouveau procédé, quelque mille tonnes d'acide dans la Charente. Cette rivière, je ne me rendais pas compte à quel point elle était maltraitée jusqu'au désastre : 1000 tonnes d'acide !

- Et aussi le bruit, qui est une agression très courante, qui touche des millions de gens et dont on se préoccupe trop peu. Les techniques, les systèmes d'isolation, cela existe et il faut les développer.

- Les économies d'énergie, c'est un besoin dont vous sentez absolument l'actualité. Les

événements du Golfe soulignent le poids des importations de pétrole. Il faut renforcer les économies d'énergie, croyez-moi. Et cela, il faut s'en occuper avec vigueur. On consomme trop. Economiser l'énergie nécessite des investissements complémentaires, des mesures fiscales, celles du budget 1991, doivent y contribuer.\

Voilà, mesdames et messieurs, un certain nombre de données. Je pense également aux conditions de chauffage, je crois que vraiment on pourrait s'en tenir davantage à la température de 19 degrés, limite qui était reconnue comme une nécessité. Faudra-t-il faire des recommandations aux automobilistes ? On ne va pas traiter ici de tous les problèmes de l'énergie. Mais si les événements de grande gravité qui se déroulent au Moyen Orient continuent et s'aggravent, nous nous trouverons indiscutablement devant une situation nouvelle qu'il faudra traiter comme telle. En vérité, dans les premiers moments de cette crise on a exagéré l'inquiétude sur le prix du pétrole, car nous avons des réserves importantes et on peut diversifier nos approvisionnements. Mais tout est psychologique, et que de litres d'essence sont vendus au prix actuel, alors qu'ils ont été achetés au prix ancien. Cela devrait gêner un certain nombre de gens, mais c'est comme cela que cela se passe.

- Voilà, grâce aux mesures dont je vous parle, notre mot d'ordre devrait être de construire vraiment une croissance qui soit propre et économe, économe de nos moyens, économe d'énergie. J'ai demandé qu'on s'y applique. Vous savez que la croissance, c'est notre outil principal, si on veut réduire les inégalités, si on veut réduire le chômage, si on veut en même temps disposer des fonds nécessaires, pour que les risques écologiques et économiques diminuent.

- Je veux attirer votre attention sur la manière dont l'Etat comprend son rôle. Je crois vraiment que le sens de la responsabilité est également partagé par les élus du peuple, à l'Assemblée nationale, au Sénat, les élus régionaux, départementaux, municipaux. Ce qui est le plus réconfortant c'est d'observer à quel point se dégage une conscience nationale qui permettra d'aborder les temps qui viennent, avec la volonté, mais aussi la certitude que la France, au bout de peu de temps, aura la capacité de vaincre les dommages causés et reprendra le cours d'une évolution qui font d'elle l'un des grands pays actifs du monde industriel et j'ajoute, pour finir, du monde rural.\